



Demande de permis d'urbanisme portant sur des travaux techniques

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

Cadre 1 - Demandeur

Personne physique

Nom : Prénom :

Adresse

Rue : n° boîte.....

Code postal : Commune : Pays :

Téléphone : Fax :

Courriel :

Personne morale

Dénomination ou raison sociale : **ARE³ Development**

Forme juridique : **Société Anonyme**

Adresse

Rue : **Lembergsesteenweg** n° **29** boîte /

Code postal : **9820** Commune : **Merelbeke** Pays : **Belgique**

Téléphone : **0473/130406** Fax : /

Courriel : **anthony@alychlo.com**

Personne de contact

Nom : **PIETTE** Prénom : **Anthony**

Qualité : **Real Estate Manager**

Téléphone : **0473/130406** Fax : /

Courriel : **anthony@alychlo.com**

Auteur de projet

Nom : **Boulaïoun** Prénom : **Abdelmajid**

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale : **MULTIPLE architecture & urbanism**

Forme juridique : **srl**

Qualité : **architecte**

Adresse

Rue : **Avenue des Gaulois** n° **3** boîte /

Code postal : **1040** Commune : **Etterbeek** Pays : **Belgique**

Téléphone : **+32 2 771 79 01** Fax :

Courriel : **info@multiple.be**

Cadre 2 – Objet de la demande

Description succincte du projet :

Par travaux techniques, on entend :

a) les travaux pour lesquels les techniques de l'ingénieur ont une part prépondérante tels que les ponts et tunnels, routes, places, parkings, voies ferrées, métro et tout transport à supports fixes, pistes des aérodromes, ouvrages hydrauliques, barrages, canaux, ports et marines, captage des eaux, lignes électriques, pylônes, mâts, cabines de tête, éoliennes, turbines, gazoducs, oléoducs, pipe-lines, télécommunication ;)

b) les travaux de génie rural ;

c) les installations ou constructions dans la conception desquels les techniques de l'ingénieur ont une part prépondérante tels que les équipements de production, de stockage, de manutention, les bandes transporteuses, les portiques, les tuyauteries, les ponts roulants, les tours de stockage, les silos, les filtres extérieurs.

a) Infrastructures liées à la gestion des eaux pluviales : En raison de la pente importante du site, une gestion rigoureuse des eaux est essentielle pour éviter les ruissellements et érosions. Des systèmes de rétention des eaux pluviales, incluant une mare à double niveau et des toitures végétalisées, sont prévus pour limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser une infiltration naturelle des eaux.

b) Construction de routes et parkings : La conception inclut des routes d'accès, des parkings souterrains semi-enterrés sous les bâtiments et un parking public. Ces infrastructures sont conçues pour s'intégrer harmonieusement dans le paysage, tout en minimisant leur impact visuel. Ces parkings seront équipés de bornes de recharge pour véhicules électriques, en ligne avec les objectifs écologiques du projet.

c) Aménagement de réseaux souterrains : Des réseaux techniques, comprenant l'électricité, les télécommunications et l'assainissement, seront intégrés de manière souterraine, limitant ainsi l'impact sur l'environnement visuel et respectant les caractéristiques naturelles du site.

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

Le phasage du projet de Durbuy a été conçu pour assurer une progression ordonnée et fluide des travaux, tout en minimisant les interruptions et en respectant les contraintes du site (se référer annexe 7 Phasage des travaux). Voici un résumé du phasage des travaux :

Phase préparatoire : Cette étape consiste à préparer le terrain en réalisant les tranchées pour les réseaux impétrans (eau, électricité, télécommunications) et en créant une voirie provisoire pour permettre l'accès au chantier et avec la construction du bassin d'orage.

Phase 1 : Construction des premiers bâtiments (Versant VE1 et Belvédère BE1) situés en bas et en haut du site. Cette phase inclut l'aménagement de la nouvelle voirie et la gestion des eaux pluviales.

Phases 2 à 6 : Les travaux se poursuivent par tranches de 24 logements, alternant entre les typologies de Versants et de Belvédères. Chaque phase inclut les fondations, l'élévation des bâtiments, la connexion aux réseaux et l'aménagement des abords.

Phase 7 : Finalisation des dernières infrastructures dans le bas du site et la pose du revêtement définitif de la voirie.

Phase finale (Phase 9) : Aménagement du parc agricole et des promenades ludiques pour les habitants, avec la création d'espaces verts et des jeux récréatifs en bois.

Chaque phase est pensée pour permettre un aménagement progressif, en harmonie avec l'évolution naturelle du site, tout en offrant dès le départ des infrastructures de qualité aux futurs habitants

Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : [rue de Saint-Amour](#) n° /

Commune : [6940 Durbuy](#)

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles
[Voir plan Annexe 3 Plan cadastral](#)

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1					
Parcelle 2					
Parcelle 3					
Parcelle 4					
Parcelle 5					

Existence de servitudes et autres droits :

[Non](#)

Cadre 4 - Antécédents de la demande

- Certificat d'urbanisme n°1 délivré le..... à
- Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le..... à
- Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :
.....
.....
.....
.....
.....

Cadre 5 - Situation juridique du bien

Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT :
- Plan de secteur : **Non affectée (zone blanche) et zone agricole (jaune)**
- Carte d'affectation des sols : **Territoire artificialisé, territoire agricole et forêts et milieux semi-naturel**
- Schéma de développement pluricommunal : /
- Schéma de développement communal : /
- Schéma d'orientation local : /
- Guide communal d'urbanisme : /
- Guide régional d'urbanisme : /
- Permis d'urbanisation :..... Lot n :.....
- Bien comportant un arbre – arbuste - une haie remarquable **oui se référer plans existants n°000**
- Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification **non**
- Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée : ... **non**

Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine

- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - inscrit sur la liste de sauvegarde
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - classé
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - soumis provisoirement aux effets du classement
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel
- zone de protection
- bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine
- bien relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région
- bien repris à l'inventaire communal
- bien visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portant d'un bâtiment antérieur au XXe siècle
- bien visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien
- bien visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare

Cadre 6 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme, ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT :

Se référer dérogations expliquées complètement dans la note explicative (document n°5)

1. Dérogation au plan de secteur : utilisation des zones agricoles

Ce projet se veut exemplaire en matière d'éviter l'étalement bâti et de préservation des paysages naturels. La construction est concentrée sur une petite portion du terrain, permettant ainsi de réduire l'imperméabilisation des sols, de maintenir les fonctions écologiques, et de créer une harmonie entre les nouvelles constructions et le cadre naturel environnant

2. Dérogation au CODT :

Dérogation aux articles D.IV.7 et D.IV.8 - Utilisation en zone agricole

Le projet propose un usage agricole en phase avec les exigences écologiques actuelles, favorisant la biodiversité tout en maintenant l'intégralité fonctionnelle des parcelles agricoles. L'installation de jeux pour enfants permet de sensibiliser au passage créé et aux nouvelles formes d'agriculture et le chemin en bois répond à la nécessité de mieux aménager le chemin de promenade qui traverse déjà le site. Ces aménagements sont en phase avec l'orientation durable du CoDT, respectant l'affectation agricole tout en offrant une expérience éducative et naturelle pour les visiteurs.

- Sentier de randonnée : Maintien et valorisation du sentier existant pour offrir une plus-value au territoire.
- Mare à double niveau : Utilisée pour expérimenter de nouvelles formes d'agriculture en zone humide, offrant une dimension éducative au projet. Permet aussi de reprendre les eaux pluviales des toitures en cas de fortes pluies.
- Structures légères pour enfants : Promouvoir l'agriculture auprès des plus jeunes avec des activités ludiques et éducatives.
- Zone de repos : Offre un espace pour les promeneurs tout en valorisant le paysage agricole.

3. Dérogation au GRU :

Dérogation à l'article 419 - Implantation des bâtiments, toitures, matériaux et façades

a) Implantation et respect du relief

- Règle : L'implantation des volumes doit respecter le relief du sol et suivre les lignes de force du paysage.
- Dérogation demandée : Excavations prévues pour intégrer les parkings ouverts sous les bâtiments.

Justification : Les excavations sont minimisées pour préserver la végétation environnante, renforçant ainsi l'intégration paysagère. Les déblais seront réutilisés un maximum pour les remblais sur le site. Nous avons également déjà discuté avec la DNF qui souhaiterait récupérer 50% des terres rocheuses excavées.

b) Parkings invisibles depuis la voirie

- Règle : Les garages doivent être situés de plain-pied avec la voirie.
- Dérogation demandée : Les parkings seront semi-enterrés sous les bâtiments.

Justification : Cela permet de maintenir l'intégrité visuelle du site et de minimiser l'impact visuel des véhicules. Cela permet de maintenir au maximum la topographie du site et d'intégrer les parkings sous les bâtiments et non pas sur le site naturel, son caractère rural en étant ainsi préservé.

c) Toitures plates et végétalisées

- Règle : Les volumes principaux doivent comprendre une toiture à deux versants droits.
- Dérogation demandée : Utilisation de toitures plates végétalisées.

Justification : Les toitures plates favorisent la gestion des eaux pluviales et permettent l'installation de panneaux solaires, contribuant à l'intégration écologique et à la durabilité du projet. Elles permettent aussi de mieux intégrer les bâtiments dans la pente. Ils suivent ainsi avec leurs toitures plates la pente du site, de manière plus harmonieuse sans forme (pente de toiture) venant trancher avec la pente du site.

d) Baies vitrées larges et dominantes

- Règle : Les baies doivent avoir une dominante verticale.
- Dérogation demandée : Utilisation de grandes baies vitrées.

Justification : Ces baies maximisent les vues panoramiques et créent une continuité entre l'intérieur et l'environnement naturel. Elles permettent un apport de lumière naturelle pour les logements orientés Nord. Elles diminuent ainsi les consommations énergétiques nécessaires à l'apport de lumière artificielle.

e) Matériaux et textures en harmonie avec la nature

- Règle : Les matériaux doivent s'harmoniser avec les volumes voisins.
- Dérogation demandée : Utilisation du bois teinté noir et d'une structure métallique noire.

Justification : Le choix du bois teinté noir s'inspire de la couleur sombre des troncs d'arbres par temps humide, créant une fusion visuelle avec le paysage environnant. Néanmoins, l'utilisation de pierre locale a également été intégrée au projet en plus de cela, pour les socles des bâtiments sur un niveau entier et également pour les murets dans les aménagements paysagers guidant les habitants vers les logements.

4. DEROGATIONS A L'ARTICLE 426 DU GRU (REGION ARDENNAISE)

a) Implantation des volumes

- Règle : Le volume principal doit être implanté sur l'alignement ou avec un recul limité.
- Dérogation demandée : Implantation en retrait de l'alignement.

Justification : L'implantation suit le relief du terrain pour minimiser l'impact visuel et favoriser une gestion optimale des eaux pluviales. Elle permet également de mieux intégrer les arbres existants en gardant les plantations en limite de voirie. Les qualités paysagères du site sont ainsi préservées.

b) Proportions des volumes et hauteur sous gouttière

Proportions des volumes et rapport façade/pignon

- Règle : Le rapport façade/pignon doit être compris entre 1 et 1,5.
- Dérogation demandée : Pour la typologie des bâtiments « Versants ».

Justification : La faible largeur des bâtiments permet une meilleure intégration dans le paysage, avec des espaces naturels de 40 mètres entre eux pour permettre le développement de la végétation.

Hauteur sous gouttière

- Règle : Hauteur limitée à trois niveaux.
- Dérogation demandée : Hauteur sous gouttière supérieure à trois niveaux.

Justification : L'adaptation à la pente permet une meilleure intégration dans la pente du site.

c) Matériaux de parement et couverture

- Règle : Le matériau de parement doit être en grès schisteux, maçonnerie ou enduit gris.
- Dérogation demandée : Utilisation de bois teinté noir et de toitures plates végétalisées.

Justification : Le choix du bois teinté noir s'inspire de la couleur sombre des troncs d'arbres par temps humide, créant une fusion visuelle avec le paysage environnant. Néanmoins, l'utilisation de pierre locale a également été intégrée au projet en plus de cela, pour les socles des bâtiments sur un niveau entier et également pour les murets dans les aménagements paysagers guidant les habitants vers les logements. Les toitures végétalisées contribuent à la durabilité et à la gestion des eaux pluviales.

Le but du projet est de préserver et revaloriser la partie boisée sur le haut et la pente du site, de maintenir la fonction agricole mais de proposer des pour la rendre plus attractives.

Les dérogations demandées visent à intégrer le projet dans le relief naturel tout en respectant les objectifs écologiques de durabilité et de préservation des paysages. Le projet combine des aménagements légers, des matériaux naturels et une gestion écologique des ressources, offrant ainsi une contribution positive à l'environnement local et à la communauté.

Cadre 7 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe): [voir annexes](#)

Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement

Une étude d'incidences sur l'environnement

Cadre 8 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

Cadre 9 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

☐ Non

Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière

Cadre 10 – Formulaire statistique

Respecter la législation fédérale en matière de formulaire statistique

Cadre 11 – Réunion de projet

La demande comporte (joindre en annexe) :

- Le procès-verbal non décisionnel de la réunion lorsqu'une réunion de projet a été réalisée
- La preuve de la demande d'une réunion de projet obligatoire en vertu du CoDT, si cette réunion de projet a été sollicitée et qu'elle ne s'est pas tenue dans les 20 jours de la demande

Cadre 12 - Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires (+1 exemplaire par avis à solliciter) est la suivante :

- ☐ le projet comprenant :
 - ☐ le tracé et les coupes longitudinales et transversales, figurant :
 - ☐ l'indication des chemins publics avec indication de leur dénomination, de leur largeur dans un rayon de cinquante mètres de chacune des limites de la parcelle ;
 - ☐ les limites cotées du terrain ;
 - ☐ les courbes de niveau des coupes de terrain actuelles et projetées ;
 - ☐ l'implantation, le genre ou la destination des bâtiments voisins dans un rayon de cinquante mètres de chacune des limites de la parcelle ;
 - ☐ l'implantation des bâtiments, existant sur la parcelle, à maintenir ou à démolir ;
 - ☐ l'emplacement des arbres à haute tige à maintenir ou à abattre ;
 - ☐ les vues des différents peuplements éventuels ;
 - ☐ la vue en plan et les profils en long sont établis à l'échelle de 1/200^e, ou 1/1000^e ou 1/5.000^e ;
 - ☐ les profils en travers, sont établis à l'échelle de 1/100^e ou 1/50^e;
 - ☐ l'avis des impétrants concernés sur la faisabilité technique du projet ;
- ☐ un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient des photos en couleurs, des parcelles et des propriétés contiguës et voisines, ainsi que l'aspect général de la zone avec indication des différents endroits de prise de vue sur le plan de situation ;
- ☐ un plan de situation comportant l'orientation établi à l'échelle de 1/5.000^e ou 1/10.000^e ;
- ☐ le cas échéant, un plan général de chaque tronçon de voirie.

Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7centimètres.

Cadre 13 - Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

Signature du demandeur

Pour ARE³

Anthony PIETTE



Signature de l'architecte

Abdelmajid Boulaïoun, pour MULTIPLE architecture & urbanism



Extrait du Code du Développement Territorial

Art. D.IV.33

Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est

poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

Art. R.IV.26-1

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

Art. R.IV.26-3

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Les communes peuvent adapter les annexes 4 à 11 dans le cadre de l'application de la réglementation relative à la protection des données personnelles qui les concerne et pour cette seule fin, et ajouter au formulaire adapté le nom de la commune et son logo.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter.

L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire

délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

Protection des données

L'exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données et au Code du développement territorial (CoDT), les informations personnelles communiquées ne seront utilisées par la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie, si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué, ou par la commune, si la demande est introduite auprès d'une commune, qu'en vue d'assurer le suivi de votre dossier.

Ces données ne seront communiquées qu'aux autorités, instances, commissions et services prévus dans le CoDT, et particulièrement son livre IV. Le SPW ou la commune peut également communiquer vos données personnelles à des tiers si la loi l'y oblige ou si le SPW ou la commune estime de bonne foi qu'une telle divulgation est raisonnablement nécessaire pour se conformer à une procédure légale, pour les besoins d'une procédure judiciaire.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.

Elles seront conservées aussi longtemps que le permis ou le certificat d'urbanisme est valide. Pour les permis ou certificats d'urbanisme périmés, les données électroniques seront conservées sous une forme minimisée permettant au SPW ou à la commune de savoir qu'un permis ou certificat d'urbanisme vous a été attribué et qu'il est périmé.

Si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès du fonctionnaire délégué.

Sur demande via un formulaire disponible sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie, vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne. Le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie en assurera le suivi.

Monsieur Thomas Leroy

Fonction : Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie

E-mail : dpo@spw.wallonie.be

Pour plus d'informations sur la protection des données à caractère personnel au SPW, rendez-vous sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie.

Si la demande est introduite auprès d'une commune :

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès de la commune.

Vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne en contactant le responsable du traitement, le Délégué à la protection des données (ou Data Protection Officer- DPO) via courriel à l'adresse suivante : frederic.meunier@amay.be ou à l'adresse postale suivante : Chaussée Freddy Terwagne, 76 à 4540 AMAY.

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW lorsque la demande est introduite auprès du fonctionnaire délégué, ou de la commune lorsque la demande est introduite auprès de la commune, vous pouvez introduire une réclamation sur le site internet de l'Autorité de protection des données (APD) : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/> ou contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l'adresse suivante : 35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l'adresse courriel : contact@apd-gba.be